

Abo **Agriculture biologique**

Les Suisses paient le bio 100 millions de francs trop cher

Une étude accuse la grande distribution de vendre les produits bios à des prix bien trop élevés. Genevois et Vaudois veulent plus de transparence.



Julien Culet

Publié: 08.10.2023, 19h21





Les grands distributeurs assurent ne pas réaliser de marges excessives sur le bio, justifiant son coût plus élevé par ses caractéristiques.

KEYSTONE/Jean-Christophe Bott

Vouloir manger des produits issus de l'agriculture biologique coûte cher. Une étude en a estimé le surcoût annuel. Mathias Binswanger, professeur d'économie politique à la Haute École spécialisée du nord-ouest de la Suisse, calcule ainsi que les Suisses paient le bio plus de 100 millions de francs plus cher chaque année qu'ils ne le devraient.

L'économiste s'est basé sur les marges réalisées par la grande distribution sur les produits premiers prix et ceux de moyenne gamme pour analyser les coûts du bio, explique-t-il à la «SonntagsZeitung». Il a ainsi comparé les montants perçus par les producteurs et les prix en magasin. Il a constaté un écart, souvent important, par rapport à l'agriculture conventionnelle.

**«Il faudrait mieux
rémunérer les
agriculteurs pour le
bio, afin de
promouvoir une
production alimentaire**

durable.»

Mathias Binswanger, professeur
d'économie politique à la Haute
École spécialisée du nord-ouest
de la Suisse

Et cet écart est d'autant plus grand que Mathias Binswanger a pris en compte la demande de Monsieur Prix aux distributeurs de ne pas majorer les prix du bio de plus de 20% par rapport aux autres. C'est ainsi que l'économiste a calculé que si la grande distribution appliquait cette règle, les Suisses déboursaient 100 millions de francs en moins pour ces produits chaque année.

D'après l'expert, le fait que Coop et Migros se partagent 70% du commerce alimentaire suisse leur permet de réaliser des marges élevées tout en obligeant les producteurs à maintenir des prix bas. Mathias Binswanger le regrette: «Il faudrait mieux rémunérer les agriculteurs pour le bio, afin de promouvoir une production alimentaire durable.»

Manque de transparence

L'automne dernier, une enquête de la Fédération romande des consommateurs (FRC) arrivait à la conclusion que «plus le produit est suisse, bio et de saison, plus la marge des détaillants est élevée». Elle relevait que les consommateurs pensent «rémunérer les producteurs alors qu'ils financent en grande partie la marge des distributeurs».

La FRC, tout comme les paysans suisses, demande une plus

grande transparence sur les prix. Contacté, Claude Baehler, président de Prométerre , critique l'opacité. «Il est important d'en parler car il serait nécessaire d'être transparent sur les coûts afin que chacun sache combien les produits coûtent, juge le Vaudois. Les producteurs savent quels sont leurs coûts horaires mais ignorent les marges réalisées par le reste de la chaîne.»

«Il est important d'en parler car il serait nécessaire d'être transparent sur les coûts afin que chacun sache combien les produits coûtent.»

Claude Baehler, président de Prométerre

Il assure que les bénéfices des agriculteurs sont faibles. «Les marges réalisées par les producteurs sont modestes au vu de toutes les exigences auxquelles ils doivent répondre, assure Claude Baehler. Les coûts de l'alimentation ont augmenté ces derniers mois pour les consommateurs mais les agriculteurs n'en ont pas vu la couleur.»

La solution réside dans la vente directe. C'est ce que promeut Grégoire Stocky, coprésident de BioGenève . «À titre personnel, je fais de la vente directe car cela permet notamment de

ner, je fais de la vente directe car cela permet notamment de maîtriser totalement les coûts, explique-t-il. À l'inverse, on ne peut pas faire grand-chose face à la grande distribution, sur les marges de laquelle les paysans n'ont aucune maîtrise.»

Des prix «équitables»

Interrogés par la «SonntagsZeitung», Migros et Coop garantissent ne pas réaliser davantage de marges excessives sur le bio et remettent en question certains coûts relevés par l'économiste. Ils mettent en avant des produits aux coûts nettement plus élevés car devant être transportés et traités séparément de ceux conventionnels. Les distributeurs expliquent aussi qu'ils se dégradent plus rapidement.

Quant aux prix pratiqués avec les producteurs, ils ne voient pas la nécessité d'agir, rapporte le journal dominical. Coop estime ainsi «payer des prix équitables et conformes au marché» et nettement supérieurs à la moyenne.

Julien Culet est journaliste à la rubrique Suisse depuis 2018. Correspondant à Genève pour «Le Matin Dimanche», il traite en particulier de l'actualité du canton. Il a auparavant travaillé durant 5 ans au sein de la rédaction du «20 minutes». [Plus d'infos](#)

@JulienClt

Vous avez trouvé une erreur? [Merci de nous la signaler.](#)

74 commentaires